

R4 : Non à la loi antisociale et inutile sur le CO2 ! Construisons l'opposition maintenant et luttons réellement contre la crise climatique !

Résolution à l'intention de l'Assemblée des délégué-e-s de la JS Suisse du 24 avril 2021, en ligne

Dépositaires : JS Tessin, JS Oberwallis, Jimena Villar de Onis (Vaud), Shivani König (Ville de Berne), Helena Winnall (Ville de Zurich), Dersu Heri (Genève), Ambroise Thévenoz (Genève), Jessica Bamford (Ville de Berne), Felix Looby (Ville de Berne), Johanna Didenko (Vaud), Patrick Côté (Ville de Zurich), Beat Schenk (Thurgovie), Lars Kohlfürst (Thurgovie), Joël Reichelt (Thurgovie), Lazar Kablinovic (Ville de Zurich), Valentin Prélaz (Valais Romand), Noëlle Ruoss (Thurgovie), Robin Brugger (Thurgovie).

Le changement climatique exige une action rapide et décisive. Le projet de loi sur le CO2 soumis au vote le 13 juin 2021 est totalement inadapté à cette tâche. Cela ne nous rapprochera pas d'un taux net de zéro émissions d'ici 2030, ni sur le plan climatique ni sur le plan politique.

Nous nous opposons au projet de loi parce que nous voulons construire une véritable alternative. Une alternative qui tient les coupables de la crise climatique pour responsables. En effet, en Suisse le transport routier individuel produit seulement une petite partie des émissions de gaz serre totales ; ceci surtout lorsqu'on considère les émissions faites à l'étranger. Les coupables de la crise climatique sont les capitalistes et leurs multinationales ! Nous devons briser leur pouvoir, économiquement et politiquement. Un oui à cette loi, imprégnée de la logique capitaliste, est un pas en arrière sur ce chemin, puisqu'elle propose de taxer le carburant, en jetant la responsabilité de ramasser les fonds pour la transaction climatique sur la classe ouvrière. En termes macroéconomiques, l'avantage monétaire de la classe travailleuse est inexistant. Non seulement une partie de l'argent sera perdu dans les procédures administratives, les aides sociales prévus sont également problématiques pour d'autres raisons. D'un point de vue proche à celui de la population - et donc véritablement socialiste - on ne peut pas permettre qu'un des premiers pas dans la lutte au changement climatique soit financé par la classe travailleuse sans qu'elle retienne aucun véritable avantage.

La grève du climat a brandi le slogan "Changement de système, pas changement de climat". La question de savoir comment lutter pour le changement de système, comment lutter pour de vraies solutions, est liée à la question : Comment le mouvement pour le climat peut-il devenir plus grand et plus fort ? Le mouvement pour le climat est fort et puissant lorsque le plus grand nombre de personnes possible participe. Quand il s'empare des masses de salariés !

Les salariés des entreprises sont les alliés naturels de la grève du climat. Non seulement tous les salariés ont l'intérêt de la survie de notre classe et de l'évitement de l'effondrement climatique. Leur force réside dans le fait qu'ils sont les seuls à créer toute la richesse de la société et à faire fonctionner l'ensemble du système chaque jour grâce à leur travail. Les étudiants en lutte ont la tâche d'attirer les salariés dans la lutte. Contrairement aux étudiants, ils peuvent paralyser l'économie avec des grèves. Et s'ils sont suffisamment bien organisés, ils peuvent également prendre en charge les entreprises elles-mêmes en main, les gérer et les transformer en fonction de leurs intérêts - et en harmonie avec l'environnement.

De nombreux salariés se sont détournés des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (PS, syndicat, en outre les Verts). Si leurs intérêts ne sont pas défendus par ces organisations, ils n'ont aucune raison de leur faire confiance. Avec la loi sur le CO2, les salariés sont à nouveau poussés dans les bras de l'UDC ! En soutenant la loi sur le CO2 nous ne sommes en train que de nous éloigner de cette classe en "confirmant" l'image de la gauche qui taxe et qui ravage le pouvoir d'achat des travailleurs et des travailleuses.

Comment sommes-nous censés gagner la confiance des salariés si nous leur mentons aujourd'hui juste pour apaiser notre propre conscience ? Afin de ne pas perdre le cap dans les eaux puantes de la politique parlementaire bourgeoise, la classe ouvrière a besoin d'une politique totalement indépendante des intérêts des capitalistes. Une politique qui a toujours pour boussole les intérêts des salariés.

Déjà le lendemain du vote, la question se posera à nouveau de savoir comment nous pouvons nous imposer face aux capitalistes. Ici, nous avons surtout besoin d'une chose : la clarté politique. Dans le système capitaliste, une société qui place au centre une interaction harmonieuse des personnes entre elles et avec la nature est impossible ! Le „system change" consiste à arracher le contrôle du destin de l'humanité aux propriétaires des entreprises responsables de tant de destruction environnementale.

En bref, la lutte pour "Net Zero 2030" est la lutte pour le socialisme. Cette lutte peut et doit être liée à toute lutte partielle ici et maintenant, y compris la lutte contre la loi sur le CO2 ! La première étape consiste à dire clairement que nous ne pouvons résoudre le problème climatique que dans la lutte pour le socialisme et avec la classe ouvrière. Et nous ne pouvons gagner qu'en disant : nous ne paierons pas pour votre crise ! Ni la crise climatique, ni la crise économique ! Nous devons défendre ces principes simples, même si nous sommes minoritaires. Parce qu'ils sont les seuls à pouvoir unir une majorité de la société derrière la lutte pour leur propre libération.

Recommandation du Comité directeur : refuser.

Pas grand-monde ne remettra en cause le fait que la loi CO2 enflamme assez peu les cœurs socialistes. Cependant, un rejet du référendum, et donc une défense critique du oui, est une position clairement plus sensée à tenir, pour le climat comme stratégiquement. Cette position a déjà été discuté trois fois lors de rassemblements de la JS Suisse, et a été adoptée démocratiquement.

Rejeter la loi n'aurait pas de sens stratégiquement, dans la mesure où nous placerions la ligne de démarcation au mauvais endroit. La question ne serait pas : Capitalisme oui ou non ? Au contraire, nous diviserions l'alliance progressiste. Cette même alliance qui pourrait unir la Grève du climat à nos camarades pour des projets combatifs comme la Strike for Future.

Le combat contre le capital fossile, que ce référendum traite comme une bagatelle, est encore plus important. Les industries du pétrole et du gaz, et le secteur de l'automobile vont probablement investir 5 à 10 millions dans la campagne. Ils savent que cette même loi CO2 représente l'une des votations fondamentales autour de la question climatique. Si la loi est adoptée le 13 juin, cela s'imposera comme une victoire du mouvement pour le climat. Un rejet de la loi serait une victoire sans équivoque pour le capital fossile. Nous devons gagner ce combat, même si ce qui se passe autour de cette loi ressemble plutôt à une guerre par procuration.

Les signataires de cette résolution écrivent à raison : « Déjà le lendemain du vote, la question se posera à nouveau de savoir comment nous pouvons nous imposer face aux capitalistes. » C'est la question sur laquelle nous nous concentrons actuellement. C'est pourquoi, dans la perspective de la Strike for Future et du vote de la loi sur le CO2, des activités sont menées avec pour but de montrer clairement ce qui doit venir après la loi CO2. Dans ce cadre, des évènements sur le thème Climat et Capitalisme ont lieu dans de nombreuses sections.

À ce stade, le CD n'entre plus dans le détail des arguments de fond. Ceux-ci ont été traités de manière approfondie lors de l'AA du 22.02.2020, de l'AD du 31.10.2020, et de l'AA du 21.02.2021 pour des propositions similaires. Le Comité directeur recommande de confirmer la décision de l'Assemblée annuelle, et de rejeter cette résolution.